

Engluée dans la crise, la Grèce s'accroche au charbon

27 juin 2018 / Hélène Ferrarini (Reporterre)



Dans le nord de la Grèce, la « Ruhr des Balkans », troisième productrice de charbon d'Europe, souhaiterait s'émanciper de cette dépendance. Or, la construction de deux centrales thermiques, la privatisation annoncée de l'électricien national et les difficultés de l'État rendent la transition énergétique hypothétique.

• *Kozani et Athènes (Grèce), reportage*

Le vidéoprojecteur fait défiler des images d'arbres replantés sur des stériles miniers et d'anciennes fosses se convertissant en zones de loisirs nautiques. La destruction des anciennes excavatrices géantes se fait

dans une débauche d'explosifs rappelant un feu d'artifice. Résumée en quelques minutes sur fond de musique enjouée, la réhabilitation du bassin charbonnier d'ex-Allemagne de l'Est prend des allures de partie de plaisir.

« *Le futur de Kozani* », glisse Ioannidis Eleftherios des étoiles dans les yeux lorsque la vidéo arrive à son terme. Sauf que l'intonation dans la voix du maire de Kozani laissait deviner un point d'interrogation : cette réhabilitation aux apparences rêvées pourrait-elle être un jour le futur de cette ville du nord de la Grèce ?

En 2014, à l'âge de 37 ans, Ioannidis Eleftherios est devenu le premier maire de Grèce affilié au parti écologiste. Il dit avoir été élu « *par surprise, à la tête d'une étrange coalition réunissant Syriza [le parti de gauche radicale] et le parti libéral* » à la mairie de Kozani, une ville de 70.000 habitants au cœur du bassin charbonnier grec. Dans le nord du pays, la région de la Macédoine occidentale reste méconnue, si ce n'est lorsque le quotidien anglais *The Guardian* la met sous les projecteurs, comme ce fut récemment le cas, en y consacrant un reportage photographique intitulé « *le sale secret de la Grèce* ».

« Nous sommes en transition »

La zone se dédie depuis les années 1950 à produire l'électricité de la Grèce à partir de la combustion du lignite, une forme appauvrie de charbon, dont elle possède d'importants gisements. Plaçant le pays au 3^e rang des producteurs de charbon d'Europe, et au 7^e du monde, la région n'usurpe pas son surnom de « *Ruhr des Balkans* ».

Pourtant, depuis 2004 et un record de 55 millions de tonnes de lignite sorties de terre, la production décline. Les 30 millions de tonnes annuelles de lignite actuellement extraites en Grèce ne produisent plus qu'un tiers de l'électricité du pays, contre le double il y a dix ans. Le mix énergétique grec se divise aujourd'hui à parts égales entre des énergies dites renouvelables, comme les barrages hydroélectriques, le solaire et l'éolien, du gaz importé et la combustion du lignite dans des centrales thermiques vieillissantes.



Cette production d'électricité est de moins en moins rentable en raison du relativement faible pouvoir calorifique du lignite grec couplé aux nouvelles taxes sur les émissions carbone. La Macédoine occidentale émet à elle seule un tiers des émissions de CO₂ du pays, alors que ses 300.000 habitants ne représentent que 3 % des 10 millions de Grecs. Les centrales thermiques arrivent en fin de vie et ne sont plus aux

normes européennes.

Les habitants de la région sont les premiers concernés par les pollutions de l'air, les problèmes d'approvisionnement en eau et l'instabilité des sols générés par l'extraction du charbon, son traitement et sa combustion. Huit villages ont déjà dû être relocalisés. La prise de conscience que ce modèle a fait son temps est croissante.

L'élection de Ioannidis Eleftherios en témoigne. « *Nous sommes en transition* », constate-t-il. Mais « *comment passer à une économie faible carbone de la manière la plus juste possible pour une région fondée sur l'exploitation du charbon depuis des décennies ?* » interroge l'élus dans sa barbe poivre et sel.

« L'aspect économique, le principal argument aujourd'hui en Grèce avec la crise »

« *Pour assurer une transition efficace, il faut une feuille de route claire et des fonds pour la mettre en œuvre* », énonce Nikos Mantzaris depuis les bureaux du WWF Grèce à Athènes, où cet ancien ingénieur est chargé des questions énergétiques et climatiques. Or, la Grèce n'a à l'heure actuelle ni l'une ni les autres.

Le WWF s'intéresse à la Macédoine occidentale depuis que l'entreprise publique d'électricité a eu pour projet d'y construire deux nouvelles centrales thermiques aux dimensions pharaoniques, prenant le contrepied total d'une démarche de transition énergétique. Pour le WWF, c'est **une aberration tant écologique qu'économique**. « *Nous insistons sur l'aspect économique car c'est le principal argument aujourd'hui en Grèce avec la crise* », explique Nikos Mantzaris.



La construction en cours des deux nouvelles centrales électriques coûtera 2,5 milliards d'euros. Ptolémaïda V produira 660 MGW d'électricité, ce qui en fera la plus grande centrale thermique du pays. Son coût de construction est estimé à 1,4 milliard d'euros, dont 700 millions sont prêtés par la banque de droit public allemande KfW. Meliti II devrait avoir une capacité de production de 440 MGW et un coût de construction de plus d'un milliard d'euros. Mais la viabilité économique de ces projets est controversée.

D'après les calculs du WWF, la mise en fonction de ces nouvelles centrales « *ne permettra de maintenir que 30 % des emplois actuels* ». « *Il faudra tout de même réfléchir à des alternatives* », souligne Nikos Mantzaris.

De fait, la chute de l'exploitation du lignite se fait déjà sentir en Macédoine occidentale. Le maire de Kozani aime à rappeler que les lieux détiennent le record du plus fort taux de chômage d'Europe chez les jeunes. Dans la municipalité d'Amyntaio, un quart des 16.000 habitants vit directement de la production d'électricité. « *La grande question pour notre communauté sera celle d'après l'exploitation, parce que les sources de revenus des communautés locales proviennent des usines électriques* », s'inquiète un élu local.

« C'est un changement tectonique »

Le WWF propose un ambitieux plan de développement de secteurs économiques alternatifs : la culture du safran déjà implantée dans la région et de plantes aromatiques, la foresterie, le développement d'énergies renouvelables et du tourisme... « *Un investissement comparable à celui alloué aux deux nouvelles centrales dans une douzaine de secteurs permettrait de doubler le nombre d'emplois et le PIB de la Macédoine occidentale* », d'après Nikos Mantzaris, qui souligne que même un investissement moindre serait suffisant pour assurer la transition économique de la région.

Las, ces calculs n'ont pas empêché la Grèce de débiter la construction de Ptolémaïda V, la plus importante centrale thermique de l'histoire du pays. Cette centrale repousse encore le « *Go Solar* » (« *passer au solaire* ») inscrit un matin de 2015, au moment de la COP21, par des militants de Greenpeace sur une tour de refroidissement d'une centrale thermique de la région. Le slogan fait désormais partie du paysage, mais avec Ptolémaïda V, la région « *stay lignite* » (« *reste au lignite* ») pour encore un certain temps. « *Le manque de flexibilité des centrales thermiques, qui ne peuvent pas être utilisées à moins de 50 % de leur capacité de production, ne laisse pas de place au développement d'énergies renouvelables* », regrette Nikos Mantzaris, du WWF.



Mais ce qui l'inquiète actuellement est d'une autre nature : fin avril 2018, le parlement grec a autorisé la privatisation de 40 % des capacités de production de l'entreprise publique d'électricité. « *C'est un changement tectonique* », commente-t-il. Prévue dans un mémorandum, imposée par la troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne), cette privatisation brouille les cartes déjà mal distribuées du futur électrique grec.

En 2017, un glissement de terrain massif a délogé des dizaines de personnes du village d'Anargiri, situé près d'une mine. Quelques-unes, temporairement logés dans la ville voisine, attendent toujours des indemnités. « *Notre État est endetté et l'entreprise publique d'électricité est une compagnie liée à*

l'État. Comment pourrait-elle dédommager les habitants alors que l'État n'a plus d'argent ? » s'interroge un élu de la municipalité d'Amynteo, sur laquelle se trouve le village d'Anargiri. « Les gens se disent qu'avec la privatisation, ils pourront peut-être obtenir quelque chose... » commente-t-il. Les causes de l'éboulement ne sont pas encore établies, mais chacun s'accorde à dire que la zone est fragilisée par l'exploitation minière.

L'angle mort de la privatisation

Effondrement de terrains, contamination de l'air, raréfaction de l'eau... les problèmes environnementaux et sanitaires suscités par des décennies d'exploitation minière sont immenses. Ils forment à l'heure actuelle un angle mort de la privatisation, qui pourrait être effective d'ici la fin 2018. *« Nous y sommes totalement opposés, insiste le WWF Grèce, car cela va prolonger l'exploitation du lignite. »*

Quant aux fonds de transition européens, la Grèce peine à y accéder. Un fonds européen de modernisation lui a été refusé en 2017 car son PIB de 2013 était légèrement supérieur au seuil fixé pour en bénéficier. Le maire de Kozani s'est rendu à Bruxelles pour plaider le cas de sa région. Si, dans les faits, la marge de manœuvre de Ioannidis Eleftherios est limitée, Nikos Mantzaris, du WWF, le qualifie d'« essentiel ». *« Il permet de réunir différents acteurs autour de la table. »* Et effectivement, la Macédoine occidentale a été retenue avec trois autres régions européennes dans un programme pilote de l'Union européenne destiné aux régions charbonnières en transition. Mais pour l'instant, ce programme n'a pas de fonds alloués.



Le WWF réfléchit à la manière dont l'argent nécessaire à la transition pourrait être réuni : *« Mobiliser l'argent des permis carbone gratuits, avoir recours à des fonds de développement, des sources européennes, privées... »* énumère Nikos Mantzaris.

Selon lui, *« le fait que le maire de Kozani soit là crée un récit, une atmosphère qui permet de penser que cette transition est possible »*. Ioannidis Eleftherios espère être réélu en 2019. S'il n'était pas à la tête de la principale ville de cette région minière, la situation serait encore plus compliquée, commente le WWF. Une incertitude de plus qui plane sur le futur du bassin charbonnier grec.

Source : Hélène Ferrarini pour *Reporterre*

Photos : © Hélène Ferrarini/*Reporterre*

. chapô : Une excavatrice a été laissée dans un champ sur la municipalité d'Amyntaio, à proximité du village de Valtonera.

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Engluee-dans-la-crise-la-Grece-s-accroche-au-charbon>